

À QUAND LES TABLETTES REMPRIES EN URSS ?

Sans grande expérience en la matière, les dirigeants soviétiques s'efforcent d'édifier une nouvelle économie qui alliera à la fois les «marchés socialistes» et la prospérité occidentale.

PAR MICHAEL BRYANS

IL N'Y A PRESQUE RIEN À ACHETER EN UNION soviétique, même si l'on a de l'argent; c'est là un problème qui, bien que loin d'être banal, a fait perdre de vue la véritable tâche à accomplir aux observateurs extérieurs et à quiconque avait essayé antérieurement d'opérer des réformes. Ce qu'il importe de voir, c'est que ces pénuries, issues des mécanismes d'un ordre politico-économique qui s'effrite rapidement, obscurcissent le ciel de la *perestroïka*.

Les dirigeants soviétiques savent qu'il ne suffit désormais plus de faire appel au patriotisme et d'invoquer l'idéologie, comme autrefois. De l'époque khrouchtchevienne à celle des premières réformes de Gorbatchev, en 1985 et 1986, les mots d'ordre étaient «discipline», «efficacité» et «diligence». Si les Soviétiques travaillaient plus fort et mieux et s'ils cessaient de se saouler et de commettre gaffe sur gaffe, il y aurait des bas de nylon et du beurre sur les tablettes des magasins. Les planificateurs se sont donc attelés plus méticuleusement à leur tâche, et les gestionnaires ont exhorté les travailleurs à fournir un plus grand effort, mais ils n'ont pas eu plus de succès que le conducteur klaxonnant éperdument au beau milieu d'un embouteillage monstre : la circulation ne bouge pas pour autant, et il s'attire les invectives des autres conducteurs.

Afin de comprendre à quel point le système de planification hiérarchisé et vieux de soixante ans paralyse l'économie de l'URSS, il suffit d'écouter la génération actuelle d'économistes soviétiques. Nikolai Shmelev compte parmi les plus militants et les plus réfléchis de ces derniers. Shmelev est en soi un véritable produit de la *glasnost*; il a passé des années à écrire des romans, car personne d'important ne s'intéressait à ses doctrines économiques. Aujourd'hui, il cumule les fonctions de député et celles d'analyste à l'Institut des études canado-américaines; il se situe à l'«extrême-gauche» des réformistes gorbatchéviens, lesquels forment une sorte d'opposition loyale au groupe des Gorbatchev, Abalkin et Aganbegyan qui essaient de faire redémarrer les moteurs économiques du pays.

Contrairement à bon nombre de ses contemporains, qui manifestent au moins certains égards à l'endroit des services de planification avant de les dénigrer, Shmelev ne fait pas de quartier. Écrivant avec son collègue Vladimir Popov une critique virulente et détaillée sur la structure économique soviétique,¹ il explique comment les désastres économiques alimentant les chroniques

en soirée de la télévision soviétique constituent le résultat inévitable d'un système qui ne fonctionnera jamais mieux. «On ne peut blâmer personne», écrivent-ils,

... la régularité avec laquelle les pénuries de toutes sortes se produisent (depuis le savon pour enfants jusqu'aux cartouches-soda, en passant par les wagons de train) montre qu'il existe une loi sous-jacente dans tous ces cas ... cette loi se rapporte au système de planification... Dans sa forme actuelle, elle *garantit* des pénuries constantes.

LES DIRIGEANTS SOVIÉTIQUES NE SAVENT PAS ET NE peuvent pas savoir comment sortir de l'ornière profonde où ils sont actuellement enlisés. Ils font face à un problème qu'aucune société n'a jamais essayé de résoudre sur une telle échelle : créer de toutes pièces et de toute urgence une économie de «marché», typique d'une société industrialisée, à partir des restes utilisables d'un système rigoureusement hiérarchisé auquel personne, sauf peut-être ses plus fervents adeptes, ne croit plus.

Le fait que les économistes occidentaux n'ont jamais vraiment su comment leurs propres économies fonctionnaient n'a jamais constitué un obstacle sérieux, étant donné que les experts se sont manifestés bien après que les régimes économiques se fussent mis à tourner. Les économistes se sont principalement contentés d'expliquer les économies et d'interpréter les résultats à leur guise. Les théoriciens se débattent encore, sans succès, avec des questions telles que celles de savoir comment les consommateurs choisissent entre prendre une semaine de vacances au Club Med, réduire leur hypothèque, et faire poser une prothèse orthodontique à leur enfant; pourquoi Taïwan est plus riche que le Ghana, et comment le cycle des affaires fonctionne, à supposer qu'il en existe un. Le problème de Mikhaïl Gorbatchev tient au fait qu'il ne peut se contenter de décrire les marchés; avec ses collègues, il doit les construire de toutes pièces, mais il ne leur reste plus beaucoup de temps pour accomplir ce tour de force.

Selon Richard Ericson de l'Université Columbia, la crise immédiate s'explique par deux facteurs interdépendants : la pénurie de biens de consommation, et l'énorme quantité de roubles dont les citoyens soviétiques disposent et qu'ils ne peuvent dépenser parce qu'il n'y a rien à acheter.

Les réserves monétaires se situeraient entre 200 et 350 milliards de roubles, mais personne n'en connaît précisément l'ampleur. Voilà qui annonce une inflation prodigieuse dès que le gouvernement cessera de réglementer les prix, étape qui est maintenant prévue pour 1993. Une solution qui fait beaucoup d'adeptes consisterait à inonder le marché avec des biens de consommation de manière à absorber toutes ces réserves de roubles. Pareille mesure améliorerait la qualité de vie du citoyen soviétique moyen et procurerait peut-être à M. Gorbatchev une période de paix politique, ce qui permettrait aux réformes plus fondamentales de prendre racine. Mais comme le système national de production ne peut fabriquer ces biens, le pays doit les obtenir à l'étranger avec le peu de devises fortes que le gouvernement a dans ses coffres.

CE DILEMME ALIMENTE ÉNORMÉMENT LE DÉBAT public en URSS, et c'est un thème central de discussion entre, d'une part, le gouvernement, dont le programme quinquennal de réformes graduelles vise à «stabiliser» la question monétaire avant que le pays opère des changements fondamentaux en 1993, et, d'autre part, les critiques de «la gauche» comme Shmelev, qui veulent que le gouvernement passe immédiatement à l'action. Tous s'entendent pour dire que, très bientôt, les citoyens soviétiques devront pouvoir créer leurs propres biens et services; or, d'après la grande majorité des critères, on est loin de progresser avantageusement vers un tel état de choses.

À l'heure actuelle, le gouvernement dirigé par M. Gorbatchev, le premier ministre Nikolai Ryzhkov et un groupe de conseillers économiques a proposé un programme complet qui, d'ici 1995, orienterait brusquement l'économie soviétique dans la direction que suivent les économies occidentales. Maintenant, il y a lieu de se demander si le coup de barre sera suffisant. Un ensemble de projets de loi cadres sur l'imposition, la propriété foncière, la propriété civile et l'autonomie locale constitue la clef de voûte du programme; ces documents sont actuellement devant le nouveau parlement et sont censés entrer en vigueur au printemps de 1990.

À l'issue des réformes proposées, la présence de l'État dans le secteur de la production diminuerait sensiblement. Cela équivaut à révolutionner les relations politiques et économiques entre les citoyens et l'État et entre les citoyens eux-mêmes. Le gouvernement et le parti ne seraient désormais plus les principaux organisateurs aux fins de la création et de l'échange des biens et des